

**PROTOCOLE D'ACCORD
CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT DU
RESEAU INTERNATIONAL POUR L'AMELIORATION
DE LA BANANE ET DE LA BANANE PLANTAIN
(INTERNATIONAL NETWORK FOR THE IMPROVEMENT
OF BANANA AND PLANTAIN)**

PREAMBULE

Attendu que l'Accord de fondation du Réseau international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain (International Network for the Improvement of Banana and Plantain), (ci-après nommé "Accord de fondation de l'INIBAP") a pris effet le 25 août 1990 ;

Attendu que le Réseau international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain (International Network for the Improvement of Banana and Plantain, ci-après nommé "INIBAP") a pour objectif général l'augmentation de la productivité et de la stabilité de la banane et de la banane plantain dans les petites exploitations ;

Attendu que l'INIBAP a été admis comme l'un des Instituts internationaux de recherche agricole appartenant au Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (Consultative Group on International Agricultural Research, ci-après nommé "CGIAR") le 1^{er} janvier 1991, en tant qu'institut travaillant selon des méthodes novatrices ;

Attendu que le CGIAR a exprimé le désir que la période d'essai du mode de fonctionnement de l'INIBAP prenne fin en 1996 ;

Attendu que l'Institut international pour les ressources phylogénétiques (International Plant Genetic Resources Institute, ci-après nommé "IPGRI") a été constitué par un Accord international le 9 octobre 1991 comme l'un des instituts du CGIAR, avec la mission de faire progresser la conservation et l'utilisation des ressources phylogénétiques au bénéfice des générations présentes et futures ;

Attendu que le CGIAR et le Groupe de soutien de l'INIBAP ont exprimé le souhait que l'INIBAP soit sous l'autorité et à l'administration de l'IPGRI ;

Attendu que le Conseil d'administration de l'IPGRI accepte d'assumer la responsabilité de l'avenir des recherches de l'INIBAP sur la banane et la banane plantain et des activités y afférentes, au sein du CGIAR ;

Attendu que le Conseil d'administration de l'INIBAP considère l'IPGRI comme un successeur apte à diriger et à administrer l'INIBAP ;

Les parties signataires de ce Protocole d'accord sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE I (Objet)

1. L'objet de ce Protocole d'accord est l'établissement d'un cadre pour l'intégration du programme de l'INIBAP dans l'IPGRI, au bénéfice des Parties et, au delà, au bénéfice de toutes les nations et en particulier des pays en voie de développement.

ARTICLE II (Responsabilités générales de l'IPGRI)

1. L'IPGRI exécutera le plan annuel d'activités et le budget du programme de l'INIBAP conformément au Plan à moyen terme de l'INIBAP approuvé par le Conseil d'administration de l'INIBAP en mars 1994 (en annexe à ce Protocole d'accord), sous réserve des fonds disponibles.

2. L'IPGRI s'engage à ce que l'INIBAP conserve son nom, ainsi que l'identité de son programme en tant que réseau international consacré à l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain cultivées par les petits exploitants agricoles des pays producteurs.

3. L'IPGRI maintiendra l'implantation principale des activités de l'INIBAP dans ou près de la ville de Montpellier, France, et maintiendra les activités de réseau de l'INIBAP dans les différentes régions afin d'appliquer le programme de l'INIBAP.

4. L'IPGRI n'entreprendra aucune démarche quant au statut juridique de l'INIBAP, au moins jusqu'après la prochaine Revue externe de l'IPGRI en 1996.

5. L'IPGRI poursuivra les démarches pour la ratification de l'Accord de Siège de l'INIBAP avec la République française. Dès lors que le ^{Gouvernement Français ratifié} Conseil d'Etat aura approuvé l'Accord de Siège de l'INIBAP, l'IPGRI développera, signera et poursuivra la ratification de l'Accord de l'IPGRI avec la République française afin d'acquérir les droits et immunités requis pour l'exercice de la totalité des activités de l'IPGRI en France.

EBB Cth
Ch
RAB Cth
Zhu

6. L'IPGRI s'engage à ce qu'au Conseil d'administration siègent en permanence un nombre suffisant de représentants des pays producteurs de bananes et de bananes plantain et mettra tout en oeuvre afin de se conformer à l'Article 13, paragraphes (b) et (c) de l'Accord de fondation de l'INIBAP.

7. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'Article III de ce Protocole d'accord, le Conseil d'administration de l'IPGRI continuera à fonctionner conformément à la Constitution de l'IPGRI.

ARTICLE III (Responsabilités générales de l'INIBAP)

1. Le Conseil d'administration de l'INIBAP sortant proposera au Groupe de soutien de l'INIBAP que le Conseil d'administration de l'IPGRI soit désigné comme le nouveau Conseil d'administration de l'INIBAP à partir de la date de signature de ce Protocole d'accord.

2. Le Groupe de soutien de l'INIBAP nommera le Conseil d'administration de l'IPGRI comme Conseil d'administration de l'INIBAP. Cette nomination prendra effet à partir de la date de signature de ce Protocole d'accord.

3. Le Groupe de soutien de l'INIBAP continuera de se réunir, conformément aux Articles 10 et 11 de l'Accord de fondation de l'INIBAP, de recevoir des comptes rendus du Conseil d'administration et d'émettre auprès de celui-ci des avis et des recommandations.

4. Le Groupe de soutien de l'INIBAP contrôlera l'application de ce Protocole d'accord.

ARTICLE IV (Programme de travail et rapports)

1. Le plan annuel d'activités et le budget du programme de l'INIBAP feront partie intégrante du programme annuel de travail et du budget de l'IPGRI à partir du 1^{er} janvier 1995 et seront conformes au Plan à moyen terme de l'INIBAP approuvé par le Conseil d'administration de l'INIBAP en mars 1994, sous réserve des fonds disponibles.

2. Le Directeur de l'INIBAP sera membre du Comité de Gestion de l'IPGRI, sera responsable de la recherche sur les *Musa* et en rapportera directement auprès du Directeur général, conformément aux procédures de l'IPGRI.

ARTICLE V (Dispositions financières et administratives)

1. Pour l'année 1994, les revenus, les dépenses, l'actif, le passif, l'amortissement et les réserves (réserves d'investissement et de fonctionnement) du programme de l'INIBAP seront administrés par le Directeur de l'INIBAP et seront vérifiés conformément à la Politique et aux Procédures en vigueur au sein de l'INIBAP.

2. A partir du 1^{er} janvier 1995, il sera demandé aux donateurs de verser leurs contributions au programme de l'INIBAP sur les comptes de l'IPGRI, en précisant que celles-ci sont destinées au programme de l'INIBAP.

3. Les fonds principaux et complémentaires versés à l'IPGRI et destinés à l'INIBAP, y compris une partie proportionnelle des fonds de la Banque mondiale que recevrait l'IPGRI, serviront exclusivement au financement du programme de l'INIBAP, leur administration et justification devant être conformes à la Politique et aux Procédures financières de l'IPGRI. Il est en outre entendu que l'IPGRI ne pourra être tenu d'accepter des engagements de fonctionnement qui dépasseraient les sommes perçues au titre du programme de l'INIBAP.

4. A partir du 1^{er} janvier 1995, les revenus, les dépenses, l'actif, le passif, l'amortissement et les réserves de fonctionnement du programme de l'INIBAP seront enregistrés comme partie intégrante, mais identifiable, du système financier et des procédures de publication d'états de l'IPGRI, leur vérification s'effectuant conformément à la Politique et aux Procédures financières de l'IPGRI. Tous les terrains, immeubles et baux, avec leurs installations et agencements, resteront la propriété de l'INIBAP en tant qu'Institut, de même que tous les privilèges, frais et hypothèques afférents. Ils seront portés au Bilan de l'IPGRI uniquement dans le cas où ils deviendraient la propriété de l'IPGRI suite à la

dissolution de l'INIBAP en accord avec l'Etat français. L'IPGRI ne se portera pas garant des dettes contractées par l'INIBAP en tant qu'Institut.

5. Après la ratification de l'Accord conclu avec la République française concernant le Siège de l'INIBAP, celui-ci sera en mesure d'entreprendre la construction de ses nouveaux locaux à Montpellier, France. Les nouveaux locaux pourraient comporter une surface supplémentaire pour les besoins du personnel de l'IPGRI, ce dernier étant tenu d'apporter les fonds et les permis nécessaires à une telle extension. Dès avant le début de la construction, l'IPGRI doit recevoir l'assurance, en cas de dissolution de l'INIBAP, que l'IPGRI ne sera tenu par aucune obligation inhérente au reliquat du prêt immobilier. Pendant l'élaboration de l'Accord entre l'IPGRI et la République française, l'IPGRI entamera des discussions avec les autorités françaises compétentes afin de déterminer l'appartenance ultime de ces locaux à Montpellier.

6. Les questions des droits et des immunités de l'INIBAP et de l'IPGRI en France seront réglées en liaison avec le pays d'accueil.

ARTICLE VI **(Dispositions pour l'avenir)**

1. Pendant la période suivant la Revue externe de l'IPGRI en 1996 et avant que ce Protocole d'accord prenne fin, le Groupe de soutien de l'INIBAP décidera de l'avenir de l'INIBAP.

ARTICLE VII **(Règlement des contentieux)**

1. A la demande du Groupe de soutien de l'INIBAP ou de l'IPGRI, ce Protocole d'accord peut être modifié par accord réciproque entre les deux Parties.

2. Tout contentieux entre le Groupe de soutien de l'INIBAP et l'IPGRI concernant l'interprétation ou l'application de ce Protocole d'accord, qui ne trouverait pas de solution par la négociation ou toute autre forme de règlement convenue, sera soumis à l'arbitrage d'un tribunal composé de trois médiateurs : le premier sera nommé par l'IPGRI, le second sera nommé par le Groupe de soutien de l'INIBAP et le troisième, qui présidera le tribunal, sera nommé par les deux premiers médiateurs. Un vote majoritaire des médiateurs suffira pour arrêter une décision qui sera définitive et irrévocable.

ARTICLE VIII **(Dispositions finales)**

1. Ce Protocole d'accord prendra effet à la date de sa validation par les Parties et s'appliquera pendant une période initiale de trois ans et, par la suite, sera automatiquement reconduit pour des périodes successives d'un an.

2. Si le Groupe de soutien de l'INIBAP décide de ne pas reconstituer un INIBAP autonome, ce Protocole d'accord sera résilié au moment opportun, que fixera le Groupe de soutien sur avis du Conseil d'administration.

3. Si le Groupe de soutien de l'INIBAP décide de reconstituer un INIBAP autonome, l'IPGRI et le Groupe de soutien de l'INIBAP entameront des discussions afin de parvenir à un accord sur les modalités pratiques de la séparation administrative de l'INIBAP et de l'IPGRI. Lors de la signature d'un accord entre l'IPGRI et le Groupe de soutien de l'INIBAP sur la séparation administrative de l'INIBAP et de l'IPGRI, ce Protocole sera résilié avec effet immédiat, à condition que l'INIBAP demeure responsable du règlement des dettes non encore acquittées à la date de résiliation. Tout solde disponible après acquittement des dettes, ainsi que le matériel, les équipements et les archives de l'INIBAP administrés par l'IPGRI, seront remis au Président du nouveau Conseil d'administration de l'INIBAP qui les recevra au nom de tous les donateurs.

Fait à New Delhi, le 1994, en trois exemplaires originaux, chacun comportant une version en anglais, français et espagnol, chaque version étant également authentique.

POUR LE RÉSEAU INTERNATIONAL
POUR L'AMÉLIORATION DE LA BANANE
ET DE LA BANANE PLANTAIN

POUR L'INSTITUT INTERNATIONAL
POUR LES RESSOURCES
PHYTOGÉNÉTIQUES




Coenraad ter Kuile
Président du Conseil d'administration



Wanda W. Collins
Président du Conseil d'administration

POUR LE GROUPE DE SOUTIEN DE L'INIBAP



Rob Bertram
Président